

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	12 969	12 969		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	40 445	20 527	19 918	20 617
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	1 820 612	572 394	1 248 217	1 587 989
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 075 000		1 075 000	1 075 000
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 964		7 964	7 964
	TOTAL (II)	2 956 989	605 890	2 351 100	2 691 570
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	250 000		250 000	250 000
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	353 038		353 038	230 557
	Autres créances	2 786 043		2 786 043	2 663 332
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	521 193	105 491	415 702	3 620 566
	DISPONIBILITES	334 001		334 001	3 467 801
	Charges constatées d'avance	7 772		7 772	8 677
	TOTAL (III)	4 252 047	105 491	4 146 556	10 240 931
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		7 209 036	711 381	6 497 656	12 932 502

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	363 184	363 184
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	1 058 628	1 058 628
	Ecarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	37 238	37 238
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	3 265 807	27 018
	Résultat de l'exercice	(554 334)	3 238 789
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	4 170 524	4 724 858
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	160 419	205 241
	Emprunts et dettes financières divers (3)	1 847 392	6 412 196
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	160 441	225 992
	Dettes fiscales et sociales	135 000	1 350 249
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		13 966
	Produits constatés d'avance (1)	23 879	
	Total des dettes	2 327 131	8 207 644
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	6 497 656	12 932 502
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(554 333,77)	3 238 788,83
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	2 327 131	8 048 110
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	741	892
	(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

				31/12/2023	31/12/2022
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	285 652		285 652	327 243
	Montant net du chiffre d'affaires	285 652		285 652	327 243
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			99	1 152
	Autres produits			2	55
Total des produits d'exploitation (1)				285 754	328 450
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			218 572	282 901
	Impôts, taxes et versements assimilés			3 920	3 640
	Salaires et traitements			207 393	214 682
	Charges sociales du personnel			88 269	89 801
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			5 524	4 405
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
- sur immobilisations					
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			18	122 275	
Total des charges d'exploitation (2)				523 695	717 704
RESULTAT D'EXPLOITATION				(237 942)	(389 254)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		(237 942)	(389 254)
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	142 411	1 694 990
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		101
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	42 221	9 553
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		184 632	1 704 644
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	345 269	20 376
	Intérêts et charges assimilées (4)	161 323	9 536
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		560
Total des charges financières		506 592	30 472
RESULTAT FINANCIER		(321 960)	1 674 172
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(559 902)	1 284 918
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	3 233	
	Sur opérations en capital		1 983 871
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		3 233	1 983 871
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	65	
	Sur opérations en capital		30 000
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		65	30 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL		3 168	1 953 871
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		(2 400)	
TOTAL DES PRODUITS		473 618	4 016 965
TOTAL DES CHARGES		1 027 952	778 176
RESULTAT DE L'EXERCICE		(554 334)	3 238 789

- (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
 (2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
 (3) dont produits concernant les entreprises liées
 (4) dont intérêts concernant les entreprises liées



142 411
107 446

90 202

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXES

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'V' shape with a dot and a long, sweeping line extending upwards and to the right.

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA NCI HOLDING

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 6 497 656 euros

Et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de -554 334 euros

L'exercice d'une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition et de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à

Règles et méthodes comptables

l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens :

- Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- Matériel de bureau : 5 ans
- Mobilier : 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Concernant les immobilisations décomposables, l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Engagement de retraite: 44 800 euros.

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Les montant des indemnités de fin de carrière a été calculé mais aucune provision n'a été comptabilisée.

D.V.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	12 969					12 969
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 969					12 969
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal, agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	14 798					14 798
	Matériel de bureau, mobilier	24 132		4 825		3 310	25 647
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 930		4 825		3 310	40 445
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 820 612					1 820 612
	Autres titres immobilisés	1 075 000					1 075 000
	Prêts et autres immobilisations financières	7 964					7 964
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 903 576					2 903 576
TOTAL		2 955 474		4 825		3 310	2 956 989

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	12 969			12 969
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 969			12 969
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal, agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	2 869	2 960		5 829
	Matériel de bureau, mobilier	15 444	2 564	3 310	14 698
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 313	5 524	3 310	20 527
TOTAL		31 281	5 524	3 310	33 495

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et aut	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Filiales et participations

1/1

31/12/2023		Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (Plus de 50 %)						
SASU LES CENTRES D'AFFAIRES NORD		210 000	11 628	100,00	776 400	11 628
SCI A6 ROYALE		10 000	(823 076)	52,00	5 200	5 200
2. Participations (10 à 50 %)						
SARL VERCO		7 622	5 244 561	32,20	1 023 843	1 023 843
SARL COMM'AFFAIRES		53 000	(1 907)	15,09	7 622	
SARL SYSTEMIC		60 980	107 807	12,38	7 546	7 546
1. Filiales (Plus de 50 %)						
SASU LES CENTRES D'AFFAIRES NORD		120 119		569 545	(130 636)	
SCI A6 ROYALE		2 445 059		58 987	(166 166)	
2. Participations (10 à 50 %)						
SARL VERCO				141 042	6 200 916	
SARL COMM'AFFAIRES		10 970		61 008	461	
SARL SYSTEMIC				11 875	35 178	
B. Renseignements globaux		Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
		françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital						
Capitaux propres						
Quote part détenue en pourcentage						
Valeur comptable des titres détenus - Brute						
Valeur comptable des titres détenus - Nette						
Prêts et avances consentis						
Montant des cautions et avals						
Chiffre d'affaires						
Résultat du dernier exercice clos						
Dividendes encaissés						



Capital social

		31/12/2023	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		80 921,00	4,4881	363 184,42
	Emises pendant l'exercice				
	Remboursées pendant l'exercice				
	Du capital social fin d'exercice		80 921,00	4,4881	363 184,42



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	232 622	339 772		572 394
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	99 994	5 497		105 491
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	332 616	345 269		677 885
TOTAL GENERAL		332 616	345 269		677 885
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			345 269		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

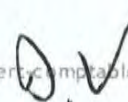
		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	7 964		7 964
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	353 038	353 038	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnelet comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	160	160	
	Impôts sur les bénéfices	5 400	5 400	
	Taxes sur la valeur ajoutée	58 030	58 030	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	420	420	
	Groupe et associés (2)	2 718 559	2 718 559	
	Débiteurs divers	3 474	3 474	
	Charges constatées d'avances	7 772	7 772	
TOTAL DES CREANCES		3 154 817	3 146 853	7 964
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	741	741		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	159 678	159 678		
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	160 441	160 441		
	Personnelet comptes rattachés	38 204	38 204		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 934	34 934		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	58 840	58 840		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 022	3 022		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	1 847 392	1 847 392		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	23 879	23 879		
TOTAL DES DETTES		2 327 131	2 327 131		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		109 336			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		153 966			
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)		327 041			



Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		28 643
Autres créances clients		18 997
CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	18 997	
Autres créances		9 646
FOURNISSEURS - RRR A OBTENIR	3 474	
ETAT - PRODUITS A RECEVOIR	420	
INTERETS COURUS S/VALEURS MOBI	5 550	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	201	




Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		67 420
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		811
INT.COURUS S/EMP.AUP.ETABLT.CR	144	
INTERETS COURUS A PAYER	667	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		12 102
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE	12 102	
Dettes fiscales et sociales		54 508
DETTE PROVIS. PR CONGES A PAY	37 473	
PERSONNEL - AUTRES CHARGES A P	731	
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA	16 304	

Produits constatés d'avance (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations %
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	23 879		23 879
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL	23 879		23 879

Charges constatées d'avance (avec détail)

	31/12/2023	31/12/2022	Variations %
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	7 772	8 677	(904) -10,42
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL	7 772	8 677	(904) -10,42



Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2023
Total des produits exceptionnels		3 233
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 233
AUTRES PRODUITS EXCEPT. DE GES	3 233	
Total des charges exceptionnelles		65
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		65
PENALITES ET AMENDES	65	
Résultat exceptionnel		3 168



Engagements financiers

	31/12/2023	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés			
Autres engagements Caution Solidaire de M. Dominique VERLINDE en faveur du Credit Agricole			159 534
			159 534
Total des engagements financiers (1)			159 534
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			159 534

NCI HOLDING S.A.

S.A. au capital de 363 184,42 euros
445 boulevard Gambetta
Tour Mercure 9ème étage
59200 TOURCOING
RCS Lille métropole 433950433

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31/12/2023

TALENZ COMEXPERT

7 Rue Philippe Noiret I 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE
Tél. : 03 20 70 68 16 | comexpert@talenz-audit.fr

www.comexpert.talenz.fr

S.A.S. au capital de 268 150 € | SIRET 392 866 851 00067 | RCS Lille Métropole I
Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts de France

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2023

À l'assemblée générale de la société NCI HOLDING S.A.,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NCI HOLDING S.A., relatifs à l'exercice clos 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation inscrits à l'actif du bilan de votre société sont évalués selon les modalités présentées au paragraphe « Titres de participation » de l'annexe aux états financiers. Nous avons procédé à l'appréciation des éléments pris en considération pour les estimations de la valeur d'inventaire et vérifié le calcul des provisions pour dépréciation.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires..

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-André-Lez-Lille, le 14 juin 2024

Le commissaire aux comptes
COMEXPERT



Thierry TABARDEL
Commissaire aux comptes
Associé